

Journée d'échanges et de débats **L'État : un choix incontournable**

Organisée par :

L'Institut National du Service Public français (INSP), France

L'Institut des Finances Basil Fuleihan

Et le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Liban.

16 juin 2022

Institut des Finances Basil Fuleihan, Beyrouth

I. Contexte général

Depuis trois ans, le Liban fait face à des événements et crises hors normes : mouvement de contestation populaire à l'automne 2019, pandémie de Covid-19, double explosion au port de Beyrouth, crise économique et sociale classée par la Banque Mondiale parmi les trois plus sévères depuis le milieu du XIXe siècle, division par deux du PIB entre 2019 et 2021, augmentation exponentielle de la pauvreté (82% de la population, selon l'ESCWA), du chômage et de l'émigration, division par 20 de la valeur de la livre libanaise, inflation galopante etc.

Face à la crise, les services publics devraient jouer leur rôle de filet de sécurité. Or, ils reculent : les citoyens libanais perdent peu à peu leur accès aux services publics de base (santé, éducation, électricité...). Les administrateurs publics doivent souvent naviguer à vue, entre manque de moyens et absence de stratégie de gestion de crise. A l'exception de l'achat public, les réformes promises par les gouvernements consécutifs tardent à se concrétiser, et celles souhaitées par les citoyens libanais et la communauté internationale sont constamment reportées.

Pour combler le vide, des réponses pragmatiques voient le jour au sein de la société civile libanaise (ONG, associations, initiatives caritatives ou communautaires) pour fournir des services de base à la population. Leur rôle est essentiel. Pourtant, la délégation totale de la reconstruction et de la fourniture de services aux ONGs présente aussi des risques.

Peut-on envisager une redistribution équitable des ressources sans l'intercession d'une force publique ?

Comment préserver, au Liban, l'existence d'une sphère publique, d'une conception commune de l'intérêt général, d'un contrat social ?

Comment soutenir la société civile dans toute sa richesse et sa diversité, sans nuire au renforcement à long terme des institutions étatiques, dépositaires de l'intérêt commun ?

De quelles expériences historiques et internationales s'inspirer pour mettre en place une gouvernance claire et transparente ?

En bref : comment construire un État qui soit véritablement incontournable ?

Ce sont ces questions que la rencontre « **L'État, un choix incontournable** » organisée conjointement par l'Institut des finances Basil Fuleihan, avec l'Institut National du Service Public (INSP) et l'Ambassade de France au Liban, se propose de traiter.

II. Objectifs et méthodologie

- Objectif 1 : Réaffirmer la centralité de l'Etat et de ses institutions en matière de gestion et de sortie de crise ;
- Objectif 2 : Engager le dialogue autour des contraintes imposées par la crise sur la pérennité du service public, la résilience des institutions et le rôle des cadres dirigeants
- Objectif 3 : Réfléchir à la complémentarité du rôle des acteurs engagés dans la voie de la reprise et de la préservation des institutions.

Au cours de cette journée d'échange et de débat, experts et praticiens présenteront des pistes de réflexion et bonnes pratiques pour dessiner un horizon de sortie de crise. La conférence sera aussi l'occasion de mettre en avant des expériences nationales et de solliciter des témoignages de la société civile.

III. Langues de travail :

Les travaux de la rencontre se déroulent en langues arabe et française, l'arabe étant la langue privilégiée. L'interprétation simultanée sera assurée.

IV. Partenaires

Cette rencontre est organisée en partenariat avec l'Institut National du Service Public français (INSP) et le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Liban. Elle s'inscrit dans la continuité du cycle de Rencontres des Cadres Dirigeants organisé depuis 2010 par l'Institut des Finances Basil Fuleihan, l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) française et l'Ambassade de France au Liban.



Le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'ambassade de France participe à des missions d'influence et de rayonnement de la France. Le SCAC de Beyrouth œuvre en particulier à la création et à l'animation de partenariats et collaborations entre la France et le Liban dans des domaines variés : gouvernance démocratique, appui à la société civile, éducation et francophonie, partenariats universitaires et recherche, soutien à la scène artistique et culturelle.



L'Institut national du service public (INSP), créé le 1er janvier 2022 pour remplacer l'École nationale d'administration (ENA), est le nouvel opérateur public français de référence pour le recrutement, la formation initiale et la formation continue des cadres supérieurs et dirigeants de l'État.

PROGRAMME

9:00 Accueil et Cérémonie d'ouverture

Accueil des invités et des intervenants.

Allocutions d'ouverture :

- **M. Ghassan Zeenny**, président par intérim de l'Institut des finances Basil Fuleihan ;
- **Mme Anne Grillo**, ambassadrice de France au Liban

09:45

Séance plénière 1 :

L'État en crise : état des lieux et perspectives d'avenir

Ce panel présentera un état des lieux quantitatif et qualitatif de l'impact de la crise sur le fonctionnement des institutions au Liban. Il fera le point sur la fragilité et les zones de risques et débattrà de leurs répercussions sur l'action publique et l'avenir du Liban.

Présentation :

Présentation par **Sabine Hatem** économiste en chef et directrice de la coopération et des partenariats à l'Institut des finances Basil Fuleihan, des résultats de l'étude menée par l'Institut en collaboration avec l'UNICEF (Institut des Finances, 2021), sur l'impact de la crise sur les institutions publiques libanaises.

Discussion-Panel:

1. **Myriam Catusse**, directrice de l'Institut français du Proche-Orient (IFPO)
2. **Mona Fawaz**, professeure d'urbanisme et directrice du *Beirut Urban Lab (AUB)*
3. **Joseph Maila**, professeur de géopolitique et de relations internationales (ESSEC)

Modératrice : **Lamia Moubayed Bissat**, conseillère du ministre des Finances pour la réforme de la commande publique, vice-présidente de CEPA

Echanges avec le public



11 :00

Pause-café

11: 15

Séance plénière 2 :

De quelles expériences historiques et internationales s'inspirer pour penser la (re) construction de l'État au Liban ?

Ce panel tirera les leçons de l'histoire administrative du Liban et de la crise actuelle pour discuter des approches d'avenir : faut-il se baser uniquement sur une réduction du « coût de l'État » ou bien penser à une approche pluridimensionnelle qui imagine les missions de demain et les compétences requises ? Comment sortir des poncifs qui assimilent la bureaucratie à la seule corruption et à l'incompétence ? Que nous apprennent les expériences internationales ? Comment s'appuyer sur les traces d'une tradition d'«État malgré tout» au Liban pour mobiliser à nouveau les institutions publiques dans une logique transformative de performance, d'innovation et de renouveau ?

Discussion-Panel :

1. **Karim Bitar**, directeur de l'Institut des sciences politiques de l'université Saint-Joseph (USJ)
2. **Anne-Sophie Ducreux**, consultante gouvernance dans les pays en conflit
3. **Tamara Elzein**, directrice de recherche, CNRS-Liban
4. **Pierre France**, politiste et chercheur à l'*Orient institut Beirut*

Modérateur : **Iskandar Boustany**, économiste, directeur de *Financially Wise*

Echanges avec le public



12:30

Brunch

13:30

Séance plénière 3 :

Les cadres dirigeants face à la crise : gérer le quotidien et penser le lendemain

Ce panel s'intéressera aux expériences de gestion de crise par des cadres dirigeants libanais et élus locaux dans cette période inédite. Il se penchera sur les réponses pragmatiques apportées par les élus et cadres dirigeants, et les leçons que l'on peut tirer dans le futur pour la restauration de la légitimité de l'autorité publique.

Témoignages des cadres :

1. **Sami Alawieh**, président, directeur général de l'Office national du Litani
2. **Khaled Hamadeh**, général brigadier, ancien directeur du Centre des études stratégiques de l'armée libanaise
3. **Georges Maarawi**, directeur général des Finances par intérim, ministère des Finances
4. **Faisal Makki**, magistrat, président du Club des juges
5. **Georges Youssef**, maire de Menjez, Akkar

Modératrice : **Suzanne Abou Chakra**, responsable pédagogique à l'Institut des finances Basil Fuleihan

Echanges avec le public

14 :45

Pause-café

15:00

Séance plénière 4 :

Comment les partenaires du développement soutiennent-ils l'émergence d'une nouvelle gouvernance publique ?

Ce panel discutera de l'action des bailleurs internationaux en soutien aux institutions de l'Etat au Liban, dans un contexte de blocage des réformes, de crise de confiance des citoyens libanais vis-à-vis de l'Etat. Il abordera aussi les effets pervers auxquels une approche uniquement orientée vers la société civile peut conduire. Il reprendra enfin les principales conclusions et recommandations des panels précédents et cherchera à dessiner les contours d'un dialogue de gouvernance d'avenir pour le Liban et les mécanismes de soutien à mettre en place.

Interventions :

1. **Zahra Bazzi**, chargée de programmes, *Arab NGO network for development (ANND)*
2. **Khalil Gebara**, chargé des opérations senior, Banque mondiale
3. **Gilles Genre-Grandpierre**, directeur, Agence française de développement au Liban
4. **Mélanie Hauenstein**, représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement au Liban
5. **François de Ricolfis**, Chef du service économique régional de l'ambassade de France au Liban

Modérateur : **Sabine Hatem**, économiste en chef et directrice de la coopération et des partenariats à l'Institut des finances Basil Fuleihan

Echanges avec le public

16 :15

Conclusions